

# 80 000 bascophones dans l'hexagone

Le jacobinisme du Centre national de la fonction publique territoriale a été dénoncé

Hur GOROSTIAGA

La deuxième journée des rencontres des langues et cultures qui se tiennent à Cambo a fait le point sur les avancées et blocages dans l'hexagone en matière de politique publique envers les langues minoritaires. Le linguiste Erramun Bachoc et François Elissalt directeur régional de l'INSEE Aquitaine ont commenté la réintroduction de l'enquête linguistique dans le recensement continu de l'INSEE, soulignant l'avancée qu'elle signifie en matière de chiffres et de la connaissance de la situation des langues régionales au sein de l'hexagone. Erramun Bachoc a rappelé qu'il s'agissait déjà en 1995 d'une revendication portée par les rencontres de langues et cultures qui aujourd'hui a obtenu gain de cause.

C'est ainsi que plusieurs données majeures, à l'heure de mettre en place une politique linguistique, sont aujourd'hui peu à peu disponibles. Par exemple, on savait qu'il y avait en Pays Basque nord 60 000 lo-



Erramun Bachoc et François Elissalt, hier à Cambo.

cuteurs bascophones. Le dernier recensement permet aujourd'hui de savoir qu'il y a 20 000 autres bascophones dans l'hexagone, dont 11 000 en Aquitaine. Le recensement en continu permettra

également de connaître exactement combien de bascophones il y a dans les communes de moins de 10 000 habitants, ainsi que dans les grandes communes grâce aux échantillons annuels.

De plus, les premières informations sur la transmission familiale de la langue, élément vital dans l'existence d'une langue minoritaire, ont été évoquées. Aujourd'hui, 40% des familles bascophones transmettraient l'euskara.

CNFPT

Ehouarn Auffret conseiller régional de Bretagne, président de la commission culture, a frappé fort contre le "jacobinisme" du Centre national de la Fonction Publique Territoriale. Il a rappelé que chaque commune cotise à plus de 1% au financement de cette structure, qui en retour oppose les pires difficultés pour prendre en charge la formation linguistique des agents. Ehouarn Auffret a plaidé pour une décentralisation de la structure, estimant qu'à Paris les langues minoritaires sont très mal vues, et toute revendication sur ce sujet est vécue comme une révolte des provinces.

Bob EDME

## L'enjeu du pluralisme avec le basculement des radios dans le numérique terrestre

I.E.

Le transistor FM c'est —bientôt— fini. En 2015 ou en 2022, l'Union internationale des télécommunications doit en décider en 2011. La modulation de fréquence ne sera plus utilisée que par l'aviation civile. C'est peu dire qu'une révolution technologique se prépare. Et les enjeux commerciaux sont considérables —la fabrication de nouveaux appareils, plusieurs milliards, qui capteront les radios qui émettront via le numérique terrestre.

Emmanuel Boutterin, président du syndicat national des radios libres (SNRL), à l'occasion de sa participation aux XVII<sup>e</sup> rencontres Langues et cultures à Cambo, est venu en souligner les enjeux en termes de pluralisme. Car actuellement une énorme bataille est en train d'être menée en France sur la norme technique d'émission qui sera retenue. Les groupes privés (Europe 1, RTL, RMC,...) plaident pour la technique dite T-DBM. Problème, cette technologie est très coûteuse (en encodage). Au nom des radios associatives, la SNRL défend une autre norme (DAB+), en vigueur chez les Anglais, qui

serait plus accessible pour les petites structures.

La SNRL, à laquelle adhèrent pratiquement toutes les radios locales (Euskal Irratiak, Lapurdi Irratia, Radio bonne humeur,...) et 600 en France, a pour l'instant obtenu du Conseil supérieur de l'audiovisuel, qu'il repousse sa décision sur la technique retenue à 2008.

Le même processus que pour la télévision se prépare. Emmanuel Boutterin fait remarquer qu'en matière cathodique (ou plasmique maintenant), les promesses d'un accroissement des ressources et des possibilités pour la télé numérique terrestre (TNT) se sont certes traduites par l'existence d'une dizaine de chaînes, mais appartenant toutes à un nombre réduit de groupes... Et que ce risque demeure en matière de radios numériques. Quand ce n'est pas un risque de disparitions pures et simples.

Critère linguistique

Quant à "la convergence numérique" (avec dès l'an prochain la télé captable sur les téléphones mobiles), la SNRL veut que les récepteurs soient multinormes. A



Emmanuel Boutterin, président de la SNRL, hier à Bayonne

JPB

savoir que les appareils, quels qu'ils soient, puissent capter les émissions analogiques jusqu'à la fin (2015 ou 2020 donc), afin d'accroître les délais pour que les radios associatives aient le temps de se retourner.

Le président de la SNRL a en outre indiqué que parmi les critères d'attribution du Fonds de soutien à

l'expression radiophonique — 28M€ par an prélevés par une taxe sur le chiffre d'affaires publicitaires des groupes privés—, devrait prochainement expressément figurer le critère linguistique. "On travaille pour" a lancé E. Boutterin dans une conférence de presse où les représentants de radios associatives étaient cette fois nombreux.

## L'euskara est une "langue arriérée" selon 'The Wall Street Journal'

I.L.

Lundi, l'édition américaine du quotidien économique *The Wall Street Journal* titrait ainsi : *Basque Inquisition: How Do You Shepherd in Euskera?* [Inquisition basque : comment diriez-vous berger en euskara ?] Le titre est une déclaration d'intentions.

Keith Johnson, l'auteur de l'article, affirme entre autres que la langue basque "n'est pas adaptée à la vie actuelle". Il accuse le gouvernement de la Communauté Autonome Basque d'"obliger des milliers de personnes à retourner à l'école" et de "dépenser des millions d'euros pour tenter de faire revivre une langue rurale".

Le journaliste explique que la langue basque est un idiome d'origine "antique", "champêtre", et qu'il a été "épargné du développement qu'ont eu d'autres langues". Il affirme qu'il y a dix mots différents pour dire *Shepherd* [berger], mais que l'euskara se voit forcé à importer des néologismes qui "n'ont jamais eu leur place" dans la langue basque, comme par exemple "aéroport", "indépendance", "science", ou encore "démocratie", des termes tous d'origine anglaise, semble-t-il.

Parmi les témoignages qu'il présente pour fonder ses affirmations on peut trouver l'ancien ministre à la Culture et ancien dirigeant du PNV, Joseba Arregi, selon lequel, "l'euskara n'est pas bon pour une conversation de tous les jours". Et d'ajouter le témoignage de Leopoldo Barreda, parlementaire du Parti Populaire à l'hémicycle de Gasteiz, selon lequel, "l'euskara n'est pas utilisé dans la vie réelle".

L'article parle aussi de "la marginalisation du castillan en Euskadi" et d'une "inquisition basque" qui pratiquerait une espèce de nettoyage linguistique. Il faut savoir que *The Wall Street Journal* a récemment été acheté par le magnat Rupert Murdoch, propriétaire du géant médiatique News Corporation. Dans son conseil d'administration figure entre autres l'ancien chef du gouvernement espagnol et président du Parti Populaire José María Aznar.

Jeudi, à la suite de milliers de courriels reçus à la rédaction, l'auteur de l'article a présenté publiquement ses excuses.